

Association des usagers de l'eau ! étude de leur rôle dans la gestion collective et la co-gestion de la ressource dans le contexte du bassin du Souss ?

1. Problème

Au Maroc comme ailleurs dans le monde, la gouvernance des eaux souterraines est dominée par les lois et réglementations émises par le gouvernement central et mises en œuvre par différentes administrations de l'État (Molle & Closas, 2020). Par exemple, au niveau régional, l'Agence du Bassin Hydraulique (ABH) est l'entité exécutive des politiques de l'eau. Mais les procédures de mise en œuvre et d'application de la loi incluent d'autres administrations publiques régionales : l'ORMVA pour l'agriculture et l'ONEE pour l'eau potable et l'assainissement. Bien que les politiques actuelles reconnaissent la communauté d'usagers (par exemple les associations d'usagers de l'eau), ces institutions, qu'elles ne soient pas bien organisées pour jouer leur rôle sur le terrain ou qu'elles manquent d'autorité et de ressources pour faire le travail de manière appropriée et efficace ou, dans le pire des cas, ne font que défendre les intérêts des peuples dominés, ce qui en fait une partie du problème. En revanche, certaines gouvernances communautaires exercées par les institutions locales dans les systèmes agricoles des petits exploitants sont plus efficaces dans la gestion des eaux souterraines.

2. L'Organisation actuel du secteur de l'eau

L'organisation est principalement dominée par des approches descendantes, de commandement et de contrôle. L'Agence du Bassin Hydraulique (ABH) est l'administration exécutive de l'État. Cependant, la mise en œuvre effective doit être initiée par d'autres parties prenantes, notamment les autorités locales, l'ORMVA, l'ONEE et les associations d'usagers de l'eau. La figure (2) illustre les acteurs du secteur de l'eau au niveau régional.

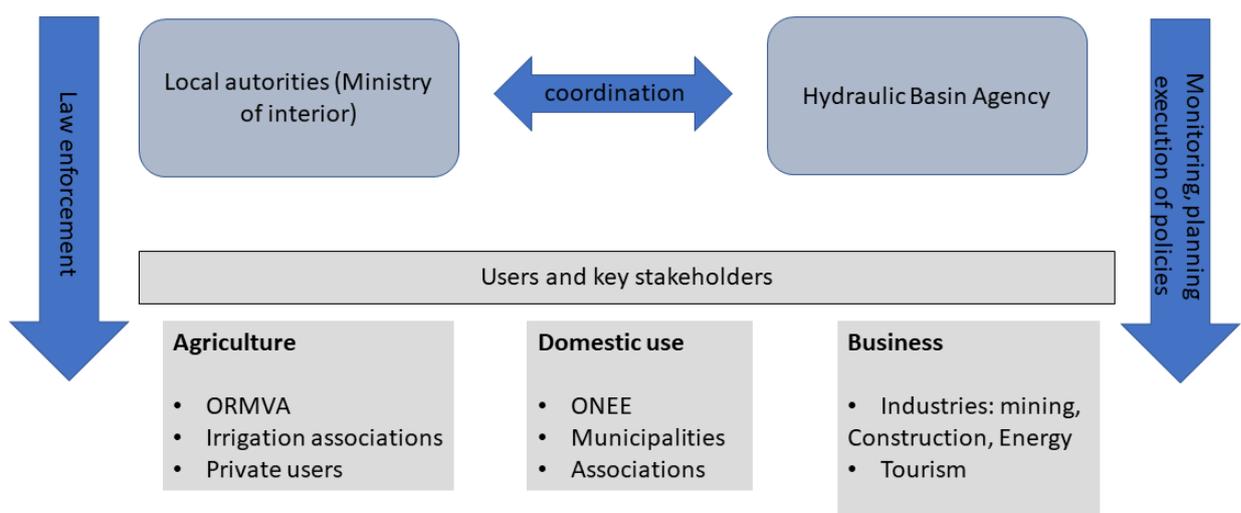


Figure 2: Regional stakeholder map

3. Hypothèse de recherche

Notre hypothèse initiale est que les institutions et réglementations étatiques ne suffisent pas à gérer les ressources en eau de manière durable en raison de la grande complexité de la bureaucratie administrative qui rend le système plus vulnérable à la corruption et au parasitisme. En revanche, la gestion communautaire évite l'épuisement et fonctionne mieux parce que l'ensemble des membres de la communauté joue un rôle de contrôle (observateur) pour empêcher toute violation des réglementations, ce qui rend le système moins vulnérable à la corruption et au parasitisme. Cette hypothèse découle de la logique des études empiriques rapportant que les ressources communes sont bien gérées par les communautés qui en bénéficient le plus et que leur régulation devrait être abordée au niveau local, à travers les agriculteurs, les communautés, les autorités locales et les ONG. (Ostrom, 1990).

Pour tester dans quelle mesure cette hypothèse est applicable à la situation actuelle de la gouvernance de l'eau au Maroc. Analyse et comparaison entre les associations d'usagers de l'eau dans les zones d'agriculture extensive régies par l'administration de l'État (Souss Massa) versus AUE et gouvernance communautaire dans l'Anti-Atlas (système traditionnel).

4. Méthodologie de recherche

4.1 Première étape : enquête sur des études de cas

Etude approfondie de 3 cas d'agriculture extensive en plaine et de 3 cas de gestion de petits systèmes communautaires. Cette étude se concentrera sur l'organisation des AUE, leurs relations avec l'administration publique et les règles de gouvernance, y compris le contrôle de l'allocation et du captage de l'eau. Ces données seront recueillies au moyen d'enquêtes sur le terrain et d'entretiens avec les AUE et les administrations publiques. L'objectif de cette étape est de répondre à la question : dans quelle mesure les rôles de la gouvernance de l'eau sont respectés dans chaque cas ? Et le rôle de l'AUE dans la gouvernance des eaux souterraines ?

4.2 Deuxième étape : enquête sur le lien de causalité à l'aide de QCA (Qualitative Comparative Analysis)

Le résultat souhaitable dans ce cas est « une gouvernance efficace : tous les membres de la communauté respectent les rôles de gouvernance et pas ou peu de passager clandestin au sein du système ».

Choisissez des variables (conditions) adéquates qui ont un impact sur le (résultat) en fonction des résultats de la première étape.

Sélectionnez le modèle de QCA (ensemble net ou flou)

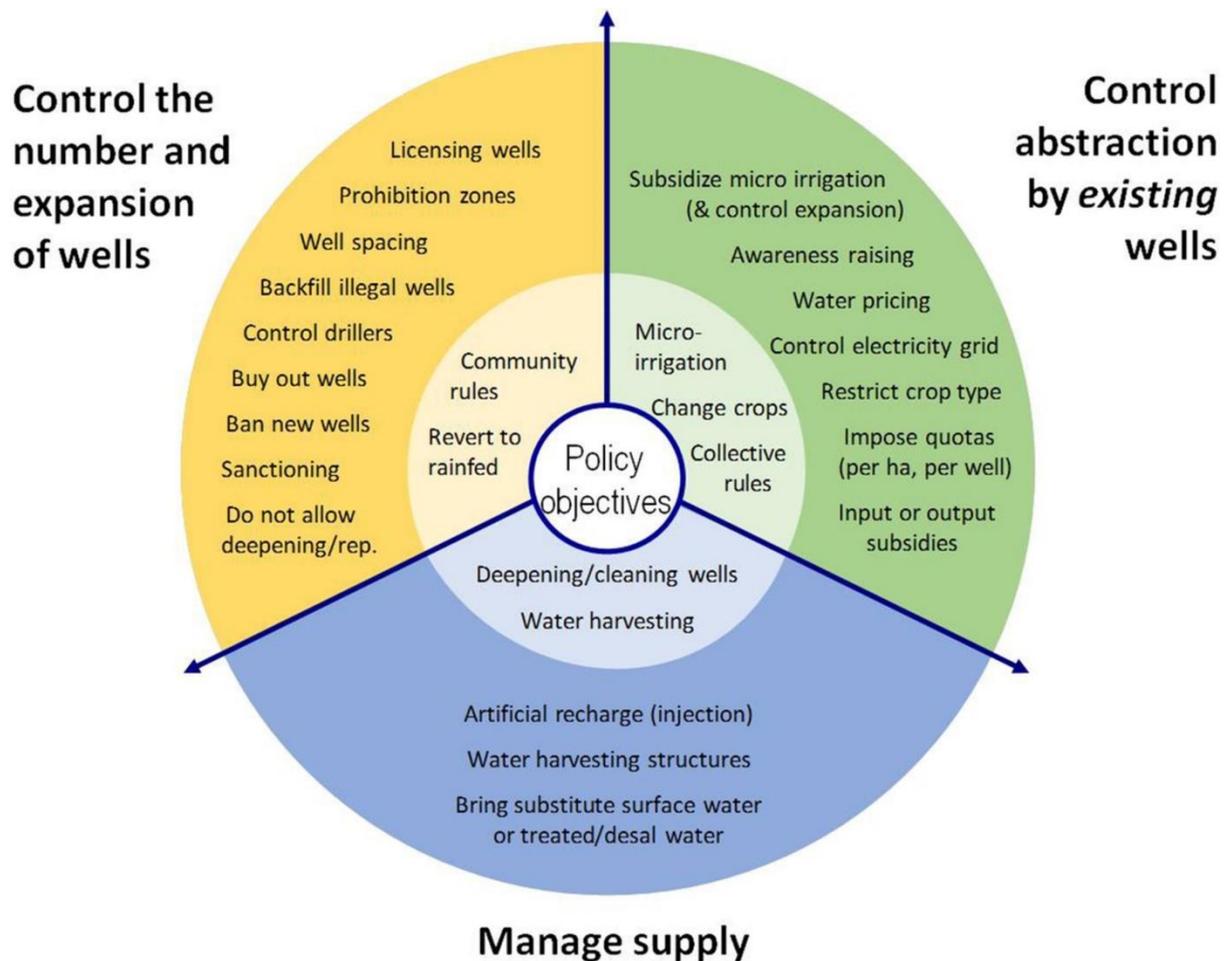
Passer par l'application de la méthodologie

Analyser et discuter des résultats

Publier les résultats dans une revue à comité de lecture.

NB

Cette proposition de recherche doit être discutée avec un expert en gouvernance et en politiques. Évaluer sa pertinence et définir les apports et le plan d'action.

Governance and regulation measures

Source : <https://doi.org/10.1002/wat2.1395>

Certains aspects de l'inclusion communautaire dans la gestion de l'eau

Les communautés locales peuvent participer activement au processus de suivi et d'évaluation de différents aspects liés à l'eau et à l'environnement. Par exemple, rendre compte des infrastructures d'eau (puits, forages et en amont des barrages) et des changements dans la qualité de l'eau. Ils peuvent également fournir des informations vitales concernant l'élimination des déchets sur le réseau fluvial, ce qui constitue un problème préoccupant dans la gestion des bassins versants. De plus, dans les zones reculées, les risques d'érosion des sols et de glissements de terrain peuvent être découverts par la population locale. Surveiller précisément la ressource en eau est une perte de temps et d'argent

pour les gestionnaires de l'eau (Agences de Bassin Hydraulique) et les chercheurs. Par conséquent, l'établissement de liens de coordination et de coopération avec les communautés locales, et leur implication active dans le diagnostic, la planification et la mise en œuvre des politiques de l'eau, pourraient alléger la pression sur l'administration de l'État et contribuer à l'efficacité de la gestion (Branchini et al., 2015). Les expériences de certaines ONG démontrent que les populations locales disposant d'une formation clé sur la manière de fonctionner et de rendre compte peuvent changer la donne en matière de gestion de l'eau.